



INSTRUCTION

N° 05-033-B3 du 28 juillet 2005

NOR : BUD R 05 00033 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

PAIEMENT DES PENSIONS. SIMPLIFICATIONS DE SERVICE

ANALYSE

Mise en paiement. Oppositions sur pensions. Décès du pensionné.

Date d'application : 01/07/2005

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; ADMINISTRATION DE L'ÉTAT ; PAIEMENT ; OPPOSITION ;
DÉCÈS ; SIMPLIFICATION DE SERVICE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 78-053-B3 du 9 mars 1978

Instruction n° 79-061-B3 du 3 mai 1979

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM	CPE									

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

7^{ème} Sous-direction - Bureau 7C

Plusieurs mesures de simplification du paiement des pensions de l'Etat ont été décidées afin d'alléger les procédures en vigueur et la qualité du service rendu aux pensionnés.

La présente instruction a pour objet d'en préciser le contenu.

1. ALLÈGEMENT DE LA PROCÉDURE DE MISE EN PAIEMENT DES PENSIONS

Le comptable assignataire d'une pension nouvellement concédée ne peut procéder à sa mise en paiement qu'après réception de diverses pièces justificatives émanant soit du Service des Pensions, soit du pensionné.

Afin d'alléger la procédure de mise en paiement et d'améliorer la qualité du service rendu aux pensionnés, il a été décidé de supprimer certains des documents jusqu'à présent exigés avant le versement des premiers arrérages de pension.

Ainsi, il appartient désormais aux comptables d'effectuer la mise en paiement de la pension dès réception des documents suivants :

- Pièces adressées par le Service des Pensions :
 - . fiche B ;
 - . données informatiques nécessaires à l'initialisation des fichiers de paiement dans l'application PEZ ;
 - . autres pièces annexes, le cas échéant.
- Pièces adressées par le pensionné :
 - . imprimé de déclaration préalable à la mise en paiement, daté et signé pour valoir accusé de réception du titre de pension ;
 - . relevé d'identité bancaire ou postal.

La procédure de transmission de ces documents demeure inchangée. Le Service des Pensions continuera donc d'adresser une lettre d'information personnalisée au pensionné à l'appui de son titre de pension, afin de l'inviter à renvoyer dès réception, au Centre Régional des Pensions dont l'adresse lui est indiquée, l'imprimé de déclaration préalable et son relevé d'identité bancaire ou postal.

Il est, en revanche, mis fin à la production *par le pensionné* du certificat de cessation de paiement du traitement ou de la solde pour les pensions de retraite personnelles, de la copie des deux derniers avis de non-imposition ou de restitution d'impôt en cas de non imposition et de la photocopie du livret de famille pour les pensions de réversion.

Il appartient aux comptables assignataires des pensions des collectivités d'outre-mer et de l'étranger d'adapter en conséquence le contenu de la lettre remise à leurs pensionnés en même temps que leur titre de pension.

La date de mise en œuvre de cette nouvelle procédure a été fixée au 1^{er} juillet 2005. Tous les titres concédés par le Service des Pensions par arrêté du 27 juin 2005 ont donc été adressés aux pensionnés accompagnés de la nouvelle version de la lettre d'information.

Les mises en paiement postérieures au 1^{er} juillet seront effectuées par les comptables dès lors qu'ils seront en possession de la déclaration préalable et du relevé d'identité bancaire ou postal du pensionné et qu'aucune cause de suspension du paiement n'aura été détectée.

2. SUPPRESSION DE L'INFORMATION DU PENSIONNÉ LORS DE LA PRISE EN CHARGE D'UNE OPPOSITION AU PAIEMENT DE SA PENSION

A compter de la réception de cette instruction, il est mis fin à l'édition et à l'envoi d'une lettre d'information au pensionné lors de la prise en charge d'une opposition au paiement de sa pension.

Cette procédure apparaît en effet redondante dans la mesure où l'intéressé a nécessairement connaissance de l'opposition par le créancier saisissant, légalement tenu d'informer son débiteur de l'action menée à son encontre.

3. SUPPRESSION DE LA PRODUCTION D'UN ACTE DE DÉCÈS LORSQUE LE DÉCÈS DU PENSIONNÉ EST SIGNALÉ OU CONFIRMÉ PAR L'INSEE

Désormais, les comptables n'exigeront plus la production d'un acte ou bulletin de décès du pensionné lorsque ce décès a été signalé ou confirmé par l'INSEE, sauf en cas de doute ou de difficulté particulière (suspicion d'homonymie, discordance sur les dates de décès communiquées, ...).

Toutes difficultés éventuelles d'application de la présente instruction devront être signalées à la Direction Générale sous le timbre du Bureau 7C.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur Général de la Comptabilité Publique
LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 7^{ÈME} SOUS-DIRECTION

BRUNO SOULIE

